



Élections Européennes 2014

Un enjeu majeur pour faire avancer une Alternative de gauche en Europe et en France

Les élections européennes constitueront une échéance importante au niveau européen comme au niveau national. Ce sera un rendez-vous essentiel pour le Front de Gauche, qui s'est d'ailleurs constitué en rassemblant les forces qui s'étaient opposées au TCE puis au Traité de Lisbonne. Les propositions en matière de politique européenne inscrites dans « L'Humain d'abord » sont plus que jamais d'actualité face à la construction libérale de l'UE.

Cette élection est la seule qui se tienne au même moment dans toute l'Europe. Alors que partout les peuples européens ont été dessaisis du droit de se prononcer sur le TSCG, ce scrutin peut se transformer en un référendum européen contre les politiques austéritaires. La mise en œuvre simultanée de l'austérité dans toute l'Union facilite la compréhension de ses enjeux. En même temps, la crise européenne provoque des réactions pouvant bouleverser le paysage politique en France. Les Européennes vont-elles voir une poussée majeure du nationalisme réactionnaire ? Vont-elles permettre au contraire que se développe le rassemblement d'une gauche anti austéritaire et solidaire, d'une solution politique à gauche rompant avec le libéralisme du gouvernement actuel et de la droite ?

Le Front de Gauche peut et doit y jouer un rôle décisif pour rassembler une alternative aux renoncements du gouvernement, et converger avec les forces disponibles en Europe pour affirmer une gauche luttant pour sortir des politiques libérales d'austérité généralisée.

La crise européenne

Si, en 2012, par le moyen de dispositifs exceptionnels et d'un certain assouplissement des règles d'intervention de la Banque centrale européenne, les classes dirigeantes sont parvenues un temps à éloigner la menace de l'éclatement de la zone euro, la profonde instabilité de cette dernière demeure. Sous l'effet de la contraction de l'activité que provoquent les politiques d'austérité, l'ensemble de « l'Euroland » est marqué par la récession. Les fragilités du système bancaire peuvent, à n'importe quel moment, plonger la zone euro dans une nouvelle tourmente. Les états ont mis en place une « nouvelle gouvernance économique » en acceptant le transfert d'une partie des prérogatives économiques au profit de la commission européenne, en dehors de tout processus démocratique. Les « mécanismes de stabilité financiers » qui en découlent, et qui ne semblent pas en mesure de faire face à la conjoncture de crise, sont dictés par une conception économique libérale dont les principes directeurs visent au renforcement de l'« intégration budgétaire » en contradiction à la prétendue « dimension sociale » de la politique de solidarité affichée par l'Union Européenne.

La Grèce s'est vue littéralement saignée à blanc par les ajustements budgétaires, les privatisations et la liquidation des mécanismes de protection sociale que lui a imposés la « Troïka ». L'Espagne, le Portugal, l'Italie sont, à leur tour, menacés par les mêmes phénomènes de récession et de régression qui peuvent à tout moment les conduire au chaos. L'asphyxie économique de nombreux pays, provoquée par les coupes budgétaires imposées par le nouveau traité européen, se conjugue au chômage de masse, qui conduit à l'explosion de la misère et de la précarité. Face à quoi les politiques d'austérité enclenchent une dynamique infernale : la contraction de l'activité engendre la diminution des recettes fiscales, approfondissant ainsi les déficits et la dette, ce qui place les États sous la menace permanente des offensives spéculatives des marchés financiers, laquelle appelle de nouveaux plans d'austérité qui ne feront qu'aggraver le mal auquel ils prétendent remédier...

Au regard du reste du monde, les conquêtes sociales et démocratiques issues des luttes du mouvement ouvrier en Europe demeurent encore fortes. Pourtant, elles apparaissent aux yeux des classes dominantes du continent comme une anomalie à éradiquer. La troïka BCE/FMI/Commission européenne, avec l'appui de gouvernements de droite, sociaux libéraux ou autoritaires, impose dans toute l'Europe une austérité d'airain afin de restaurer les taux de profits et faire payer le coût de la nouvelle phase de la crise économique ouverte en 2008 aux salarié-es et aux pauvres

La crise est l'occasion d'une vaste attaque concertée contre les droits des travailleurs/euses selon des modalités proches dans tous les pays européens. Elle aggrave la crise écologique, l'austérité remet en cause les projets d'investissement nécessaires à une transition écologique pour sortir de la dépendance aux énergies carbonées et nucléaires. Elle fournit le terreau qui permet un développement des formations d'extrême-droite et une montée du racisme et du rejet de l'étranger, désigné comme bouc émissaires. Le combat contre l'extrême droite doit combiner le refus de la banalisation de ses thèmes sécuritaires et xénophobes, et la construction d'une alternative à gauche redonnant l'espoir d'un rassemblement sur des politiques en rupture avec les choix d'austérités, tels qu'ils sont pratiqués par l'Union Européenne et par le gouvernement actuel comme par les droites.

Nous œuvrerons à définir les contours d'une construction européenne démocratique, écologique et solidaire, une alternative de gauche assumant une rupture avec la construction libérale de l'Union européenne, une alternative basée sur le respect de la souveraineté populaire, sans accepter les solutions porteuses d'accroissement des précarités et de replis nationalistes.

L'alternative à gauche pour refonder une Union Européenne au service des peuples et non de la finance

Nous avons besoin d'une Europe qui s'émancipe des traités synonymes de destruction des droits sociaux et de régression démocratique, à commencer par le traité de Lisbonne.

D'un bouclier social, qui protège le monde du travail des effets de la crise.

D'une Europe de l'harmonisation sociale et fiscale par le haut, étendant à tous les pays européens les droits des salariés sur ceux des pays où ils sont les plus avancés :

- contre la logique du moins disant fiscal, homogénéiser des politiques fiscales qui taxeraient le capital et ses mouvements (Taxe Tobin), une fiscalité environnementale, qui dégageraient de nouvelles sources de financement public pour des projets sociaux et environnementaux ;
- pour mettre fin au dumping social et environnemental, définir un cadre européen au droit du travail (salaire minimum européen, durée de travail sur la semaine et la vie, droits à éducation et à la formation, conditions d'hygiène et sécurité, nouvelles normes environnementales européennes prenant en compte l'impact des activités agricoles et industrielles).

D'une Europe de l'interdiction des licenciements boursiers et des délocalisations.

D'une Europe qui mette fin à l'indépendance de la Banque centrale européenne, afin de disposer des moyens de réorienter l'économie. D'une Europe de la transformation écologique, qui renforce les capacités à opérer une transition énergétique et à développer des projets utiles aux systèmes de transports non-polluants, à la protection de l'environnement. D'une Europe dont la politique agricole commune prenne le parti de l'agriculture paysanne contre les multinationales de l'agroalimentaire. D'une Europe du respect et de l'extension des droits des femmes.

D'une Europe abandonnant les politiques d'« Europe forteresse » et de stigmatisation des étrangers non communautaires qu'impliquent les accords de Schengen, et qui provoque des drames humains répétés au large des côtes européennes, pour une Europe de l'égalité des droits pour tous ses résidents, de la régularisation des sans-papiers.

D'une Europe de la démocratie, celle des peuples décidant souverainement de la construction politique qu'ils veulent pour eux.

D'une Europe qui respecte le principe du droit à l'autodétermination des peuples, de leurs droits et de leurs cultures, en particulier des langues et cultures régionales de l'hexagone, et du droit des peuples des territoires et départements d'outre-mer à redéfinir librement la nature de leurs liens avec l'Union Européenne ou avec d'autres ensembles régionaux.

D'une Europe qui refuse le Grand Marché Transatlantique, négocié dans une totale opacité et au mépris de toute règle démocratique, porteur d'une aggravation du démantèlement des secteurs publics, des protections sociales, des normes environnementales.

D'une Europe de la paix et du co-développement, renonçant aux ingérences impérialistes et néocolonialistes, et qui sorte de l'Otan.

Il n'y aura pas de refondation de l'Europe sans une révolution démocratique qui brise la dictature de la finance, qui redéfinit le projet européen en mettant la participation populaire au cœur de ce projet. A l'heure où les rivalités entre États s'exacerbent et sont menacés d'éclatement, la perspective d'une Assemblée Constituante européenne est une proposition que nous pouvons faire entendre avec force pour renverser la régression démocratique qui caractérise la construction actuelle. Elle devrait faire partie des perspectives qu défendrait une autre majorité ou un gouvernement qui engagerait une politique de rupture avec le libéralisme.

Nous situons notre combat dans le cadre d'une stratégie politique européenne, dans la construction d'un rapport de force de solidarité entre les peuples en Europe pour résister ensemble aux marchés, travailler à des alternatives politiques communes, pour la refondation d'une Europe sociale, démocratique, écologique.

La transformation sociale, si elle peut s'amorcer à l'échelle d'un pays, ne peut s'envisager de façon durable et aller à son terme dans un seul pays sans s'appuyer sur une dynamique à l'échelle internationale. Il est d'autant plus urgent d'engager une convergence européenne vers le haut, vers l'avènement d'une gauche européenne, travaillant à rassembler d'autres majorités à gauche sur une orientation alternative à l'austérité et aux Traités, qui si elle se produit dans un pays, enclenchera immédiatement une réaction en chaîne dans toute l'Union Européenne.

L'avènement d'un ou de plusieurs gouvernements, alliés aux mouvements sociaux du continent, travaillant à la convergence de politiques de désobéissance vis-à-vis des traités européens et des choix de la Troïka, assumant une crise dans la construction européenne actuelle pour imposer une réorientation, c'est loin d'être utopique.

Les mouvements des peuples sont bien là, ce sont les « indignés », les vagues de grève, les manifestations de masse, les dynamiques autogestionnaires, notamment en Grèce, en Espagne, au Portugal... Ce sont aussi les possibilités, comme on l'a entrevu en Grèce, d'accession d'une majorité de gauche sur une orientation de refus de la politique d'austérité de l'U.E. La politique de Syriza d'en appeler la désobéissance aux traités à une solidarité continentale des peuples et des gauches autour d'un refus de la dette, des diktats de la Troïka, porte l'espoir d'une dynamique contagieuse pour une convergence anti-austéritaire. C'est ce qui doit guider nos propositions, plutôt que les fausses solutions de retour aux monnaies nationales et au protectionnisme, ou d'une sortie de l'Union Européenne et de l'Euro plutôt que d'une sortie de l'austérité.

Il y a débats à propos de la monnaie unique, tant la situation est insoutenable dans cette zone euro livrée à l'austérité généralisée. Nous ne considérons pas cependant que promouvoir une sortie de l'Euro conduirait par elle-même à des politiques progressistes. Outre que ces solutions aggraveraient la situation de crise du pays qui l'engagerait, et ferait exploser sa dette, elles accentueraient les divisions nationalistes entre les peuples, renvoyant chacun à lutter dans son seul pays face aux mêmes logiques libérales et les détournerait plus sûrement de la cause fondamentale de la crise : les politiques libérales, la domination des marchés, une Banque Centrale Européenne sans contrôle, l'acceptation de la dette illégitime, c'est de cela qu'il faut s'émanciper.

La campagne d'un Front de Gauche européen

Les élections européennes en 2014 seront l'occasion d'affirmer dans plusieurs pays, dans une même campagne, une même gauche de transformation sociale, défendant des solutions politiques communes, (banque publique, refus du Traité, alignement vers le haut des législations sociales et fiscales, démocratie européenne...). En lien avec le Parti de la gauche européenne, avec Syriza en Grèce, Die Linke en Allemagne, Izquierda Unida en Espagne, le Bloc de gauche au Portugal, mais aussi avec les forces d'une gauche antilibérale qui se rassemblent dans l'Est de l'Europe (Pologne, Croatie, Hongrie...), nous pourrions ainsi faire apparaître une coalition de ces gauches européennes, autour d'un même programme défendu par ces différentes listes dans chaque pays (interventions et meetings communs, initiatives etc.... L'alternative à la crise ne peut être pensée uniquement à l'échelle d'un seul pays. Il est indispensable de renforcer les liens en Europe entre les forces de la gauche de transformation sociale.

Rechercher toutes les convergences possibles

En France existe de nouvelles convergences possibles à gauche sur la base du refus du TSCG et du refus grandissant des politiques austéritaires : syndicalistes, militant-e-s des droits civiques, sociaux, et écologiques, du mouvement progressiste européen, militant-e-s et responsables d'EELV et de l'aile gauche du PS, de l'extrême-gauche. Cela concerne aussi toutes les forces disponibles des mouvements sociaux qui se sont exprimées dans les mouvements des Indignés, les contre sommets, marche et alter-summit, qui voudraient être partie prenante d'une telle campagne. Nous pouvons donc construire des alliances plus larges, des listes communes, sur le refus de la politique austéritaire de l'U.E. et des propositions alternatives à la logique du capitalisme financiarisé et du productivisme.

Un enjeu national pour faire avancer l'alternative de gauche

La réorientation de la politique de l'Union Européenne est indissociable du combat que nous menons en France, pour desserrer l'étau des politiques libérales et mettre en oeuvre une alternative politique. On voit donc l'importance de cette campagne qui peut faire évoluer le débat et les rapports de force, faire avancer la perspective d'une autre majorité à gauche pour une issue politique à la politique d'austérité aujourd'hui menée par le gouvernement Ayrault en France et par la Troïka dans l'Union européenne. Cette élection permettra d'aborder directement le fond du problème du pays, le carcan austéritaire dans lequel s'enferment les politiques gouvernementales en France. L'enjeu est de battre la droite, et faire reculer l'extrême-droite qui cherche à apparaître comme une réponse globale à la situation créée à l'échelle européenne.

Ce scrutin à la proportionnelle peut aussi indiquer une vision plus réelle des rapports de force que le système majoritaire. C'est pourquoi le Front de Gauche doit s'y engager avec de grandes ambitions, dont celle de bousculer le rapport de force à gauche pour avancer vers une majorité alternative.

Renforcer l'unité et la dynamique du Front de gauche

Tout en visant une liste de large rassemblement contre l'austérité et pour une alternative de gauche en Europe, avec d'autres forces politiques et secteurs du mouvement social, le Front de gauche devrait renforcer à cette occasion son unité et sa dynamique. Toutes les composantes, personnalités, militants du mouvement social, déjà présents dans la campagne contre le TCE et lors de la présidentielle, vont pouvoir se retrouver à ces élections européennes. Les listes pourront refléter la diversité du Front de gauche, et s'ouvrir au-delà à d'autres forces. Il sera nécessaire de relancer l'activité des Assemblées Citoyennes, des Fronts thématiques qui ont élaboré sur bien des questions touchant à cette élection, avec toute une série de réunions publiques où les intervenants européens des forces du Parti de la Gauche européenne et des militants des mouvements sociaux peuvent donner corps à la réalisation d'un Front de Gauche européen.